

Egypte et Arabie saoudite luttent plus efficacement que Macron contre l'islamisme !

écrit par Christine Tasin | 15 avril 2024

Des manifestants brandissent des drapeaux des Frères musulmans lors d'un rassemblement en Jordanie.



Des manifestants brandissent des drapeaux des Frères musulmans lors d'un rassemblement en Jordanie.



Atlantico s'intéresse à la lutte contre l'islamisme et cherche s'il y aurait des leçons à tirer de certains pays... musulmans.

Quelles leçons retenir des stratégies adoptées dans le monde arabo-musulman pour contrer la pression islamiste ?

Dans le monde arabo-musulman, des pays comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite ont déployé une stratégie pour lutter contre les groupes islamistes radicaux. Est-ce que ces stratégies peuvent s'appliquer en Europe et en France ?

Atlantico : En France, il existe une forte pression sur la population musulmane de la part des religieux radicaux. Mais ce n'est pas le seul facteur qui pousse une partie de cette population à se détourner des valeurs occidentales. Quelle est la part de pression d'un côté et de désenchantement de l'autre ?

Antoine Basbous, Henry Laurens et Hala Oukili répondent en évoquant ce que tous les lecteurs de RR connaissent, hélas, parfaitement.

AB En réalité, ces deux aspects sont à l'œuvre. D'un côté, les idéologues, des messianiques, veulent convertir tout le monde, à commencer par les musulmans, à leur vision du monde et de l'islam. Et d'un autre côté, il y a eu du laisser-aller politique, réglementaire, sociétal et un certain abandon vis-à-vis des musulmans, de sorte que des ghettos se sont formés. Les immigrés peuvent vivre en vase clos entre eux et en reconstituant les coutumes du bled dans leurs nouveaux quartiers.

HO La pression sociale exercée sur la population musulmane par des religieux radicaux en France est un phénomène bien réel et alarmant, comme l'illustrent plusieurs incidents récents.

Et d'évoquer les derniers faits divers, agressions et morts que connaissent trop bien les lecteurs de RR ainsi que le

climat d'intolérance qui se développe, qui s'amplifie, même sur les réseaux sociaux où les menaces se multiplient contre ceux qui paraissent trop mous dans leur conception de l'islam.

Pour Hala Oukilli... tout cela serait en partie due aux politiques et aux Français moyens "citoyens ordinaires" qui ne feraient pas assez pour que les musulmans souhaitant s'intégrer et s'assimiler puissent le faire ! Ah bon ? Et que faut-il faire ? Parce que musulmans ils seraient privés de la capacité de s'installer ailleurs que dans des quartiers musulmans où ils pourraient échapper à la surveillance des autres ? Ben voyons !

Et il affirme sans rire que les musulmans désireux de s'intégrer en France seraient stigmatisés, marginalisés, voire agressés ou assassinés...

Hala Oukilli. reconnaît néanmoins que, en pays musulmans, les extrémistes sont combattus avec des méthodes aussi violentes que celles des islamistes eux-mêmes. C'est ainsi que en Égypte, en Arabie Saoudite, au Maroc ou en Tunisie les prédicateurs islamistes sont mis en prison et c'est l'Etat qui choisit les textes de l'islam qui peuvent être enseignés à l'école ! Par ailleurs mosquées et associations ne reçoivent de subventions que si elles obéissent aux diktats de l'Etat.

Bref c'est plus compliqué dans un pays démocratique comme la France d'imposer des limites à la liberté des islamistes !!!

Il évoque un fait important : une charte est imposée aux associations culturelles qui doivent reconnaître le droit à apostasie, à homosexualité, à changer de religion etc. Or les associations qui ne se conforment pas à cette règle ne sont pas dissoutes , comme le Milli Gorus...

Et voici 2 passages intéressants :

Dans le monde musulman, il est interdit de prêcher en faveur d'une religion autre que l'islam dans l'espace public ou même sur les réseaux sociaux, lorsqu'il s'agit de cibler les musulmans du pays. **La France pourrait envisager de classer toute pratique de l'islam qui n'est pas conforme au droit français comme une dérive sectaire, et d'interdire sa diffusion.**

Pour véritablement contrer l'extrémisme islamique, il est crucial de réactiver nos coutumes, de promouvoir notre modèle social et philosophique, d'encourager une véritable volonté d'intégration, et de **replacer l'assimilation au cœur du processus de naturalisation.** Sans une approche globale qui inclut ces éléments, l'extrémisme continuera de trouver un terreau fertile en France.

Antoine Basbous, lui, insiste sur les financements étrangers, les campagnes menées par des pays étrangers... et l'absence de réaction des politiques français qui ont laissé faire histoire de garder de bons rapports avec d'autres pays a permis l'implantation et le développement de l'islamisme.

Et il explique que, contrairement à la France où pour faire voter une loi sur le voile il a fallu 15 ans, **toute loi votée pour limiter l'islamisme dans les pays musulmans est appliquée du jour au lendemain, sans débat, sans contestation possible.**

Il dit que, en Arabie saoudite même, les wahhabites rasant les murs depuis neuf ans, ayant été déchus de leur contrôle de la société après 9 générations de règne, et la société serait dé-wahhabisée. Pareil pour les Emirats Arabes Unis où les Frères musulmans ont été éradiqués.

Et il explique clairement le rôle néfaste de la gauche qui, dès qu'une loi est votée affirme que les musulmans sont maltraités, amenant de l'eau au moulin des islamistes.

Les mesures déjà prises en France comme la loi sur le

séparatisme, qui devait permettre de lutter contre les mouvements fondamentalistes, sont-elles réellement efficaces ?

Antoine Basbous : Cette loi a été adoptée il y a deux ans. Or, l'apparition de l'islamisme actif et belliqueux remonte à plus d'une trentaine d'années. Lorsque le problème du voile a été soulevé, le ministre de l'Education nationale aurait pu prendre une décision ferme en indiquant que le voile n'avait pas sa place à l'école. Tout le monde se serait incliné et aurait respecté cette décision. Mais si vous commencez à débattre de ce sujet au sein de la société, si vous trouvez des alliés opportunistes, cela ouvre la voie à des régimes ou à des mouvances islamistes pour jeter de l'huile sur le feu dans le débat. Ils vont utiliser des arguments fallacieux pour dire que la France maltraite les musulmans. I

Henry Laurens évoque quant à lui les Frères musulmans, "l'islam politique." L'Etat musulman doit être islamique par sa constitution mais certains pays essaient de prendre le contrôle des mosquées, des imams, des prédicateurs... ce serait ce que l'on appelle "islam modéré". Il affirme que, en France, ces dernières années il y aurait des contrôles sur les discours tenus dans les mosquées...

L'islam politique, qu'il soit djihadiste, réformiste comme les Frères musulmans, salafiste (un autre courant théologique) est parfois manipulé par le pouvoir, comme par exemple par la Jordanie ou le Maroc. Les pays les plus farouchement opposés aux Frères musulmans sont les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite.

Aux Émirats ou en Arabie Saoudite, vous pouvez aller plusieurs années en prison pour un simple tweet.

Il y a une idée traditionnelle et ancienne selon laquelle la religion et l'État se confondent. Mais la question est de

savoir si c'est la religion qui contrôle l'État ou si c'est l'État qui contrôle la religion. Cela correspond à un trait global de l'histoire de l'islam depuis des siècles.

Source des extraits: [Atlantico](#)